

STOP AU « PERSONAL STOP »

Contre le démantèlement des services publics, pour des prestations de qualité aux Genevoises et Genevois

REFERENDUM contre la loi modifiant la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat (LGAF) (Renforcement du frein à l'endettement) (D 1 05 – 11398) du 13 novembre 2015.

La majorité de droite et d'extrême-droite du Grand Conseil a voté un projet de loi dit « Personal Stop » qui fixerait dans la loi un blocage de l'effectif total du personnel de l'Etat jusqu'à une réduction de la dette de 5 milliards de frs., soit pour de très nombreuses années. En clair: pour engager un nouveau policier, il faudrait supprimer un poste d'enseignant-e.

SIGNEZ CE RÉFÉRENDUM POUR DIRE NON À UN PROJET QUI :

- **nie les besoins réels de la population**

La population et les besoins en prestations publiques continuent d'augmenter à Genève : dans ces conditions, bloquer les effectifs de l'Etat est parfaitement irresponsable.

- **représente un danger mortel pour les prestations publiques**

Toute augmentation de charge dans un service ou une institution devra être compensée par une coupe ailleurs. Pour renforcer la sécurité, il faudra sabrer dans la santé ; pour maintenir la santé, il faudra couper dans l'éducation; pour maintenir l'éducation, il faudra hacher dans le social. Pour maintenir le social, il faudra lâcher la culture. Pour maintenir la culture, il faudra abandonner l'environnement, etc. La qualité des services sera affectée et la population en paiera le prix fort.

- **prévoit des pertes d'emplois et la dégradation des conditions de travail**

L'Etat devra compenser les augmentations obligatoires de charges, comme par exemple les aides sociales inscrites dans la loi, par des suppressions de postes et des licenciements massifs. Pour celles et ceux qui échapperont à ces diminutions d'effectifs, il faudra faire beaucoup plus avec beaucoup moins, avec à la clef une dégradation généralisée des conditions de travail, la multiplication des dysfonctionnements de services, des burn-out pour le personnel.

- **provoquera l'accroissement des inégalités sociales**

Toutes ces coupes dans les prestations et les conditions de travail ont une cause : les partis de droite ne veulent plus de redistribution sociale à travers les prestations publiques et sociales. Cette loi accélérera la mise en place d'une société à deux vitesses et creusera les inégalités sociales. Les salarié-e-s n'auront plus tous-tes accès à des prestations de qualité, que seul-e-s les plus riches pourront se payer.